

De Rambouillet à Evian, les discours du G8 ont changé; pas les politiques prônées... Un lieu incontournable du pouvoir global

Dans deux semaines, les chefs d'Etat des sept pays les plus industrialisés, plus la Russie, se retrouveront à Evian. Le G8 fait parler de lui pour l'énorme dispositif de sécurité qui l'entoure, dans la hantise de potentiels troubles à l'ordre public occasionnés par les pourfendeurs de la réunion. Mais qu'est-ce que le G8? Premier aperçu.

Le sommet des puissances «G» apparaît au grand jour en 1975. Date à laquelle le président français Valéry Giscard d'Estaing convoque ses homologues allemand, étasunien, japonais, britannique et italien au château de Rambouillet. L'année suivante, le G6 convie le Canada, se transformant en G7. Dernière accession, celle de la Russie, officiellement en 1998.

Le rendez-vous de Rambouillet, s'il inaugure la tradition des sommets en grandes pompes, a toutefois été précédé de rencontres plus discrètes dont la paternité revient aux Etats-Unis. Dès le début des années septante, les ministres des Finances ainsi que les gouverneurs des banques centrales se retrouvent à Washington. «A ce moment, les Etats-Unis ne peuvent plus assumer seuls le leadership économique du bloc capitaliste. Les coûts de la guerre du Vietnam ont creusé le déficit budgétaire. En 1971, ils sont contraints d'abandonner la parité or-dollar sur laquelle repose le système monétaire international», analyse Jean Batou, professeur d'Histoire économique à l'Université de Lausanne. Le ralentissement des économies occidentales, aggravé par la crise pétrolière de 1973, sera au cœur des discussions du G7 pendant toute la décennie. Il s'agit de doper la croissance, seule à même de créer des emplois. Et pour cela, les sommets vont se succéder, mais les remèdes prônés ne changeront pas. Année après année, les Etats les plus industrialisés s'en remettent à la main invisible du marché.

Dès les années septante, le G7 affirme ainsi la nécessité de la libéralisation du commerce et se fait l'avocat d'un renforcement du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce). Jean Batou y voit l'origine de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). L'institution chapeautant tous les accords relatifs à l'élimination des barrières au commerce verra le jour en 1994.

«CAPACITÉ D'IMPULSION»

«Le G8 ne ressemble en rien à une organisation internationale», estime Cédric Dupont, professeur adjoint de sciences politique à l'Institut des hautes études internationales.

Le G8 n'est certes doté d'aucune structure permanente. Mais, comme l'admettent ses membres, il possède une «forte capacité d'impulsion»¹. Début juin, à Evian, les chefs d'Etat comptent bien en faire usage. Notamment pour débloquer les négociations en vue de la réunion de l'OMC, en septembre, à Cancun.

D'autant que le G8 ne se limite pas, comme le reconnaît Cédric Dupont, aux sommets des chefs d'Etat, grands-messes médiatiques. Ces derniers ne sont que la pointe de l'iceberg. Tout au long de l'année, les pays les plus industrialisés «échantent leurs vues» par ministres ou hauts fonctionnaires interposés. Ces réunions servent à préparer les dossiers pour les sommets du G8 à proprement parler. La présidence et l'organisation de la rencontre des chefs d'Etat est assumée à tour de rôle. Le pays hôte, cette année la France, peut ajouter des thèmes à l'ordre du jour.

FRONT COMMUN

Bien que le G8 s'en défende, la portée des discussions va bien au delà des huit pays présents autour de la table. «Ils ont certes des intérêts divergents, mais ils forment un front commun contre ce qui met en péril leur hégémonie», avance Jean Batou. La menace s'est d'abord nommée URSS. Le G7 a ensuite été confronté au poids grandissant des pays du tiers-monde nouvellement indépendants, continue l'historien. Suite à la crise de la dette qui frappe ces pays dans les années quatre-vingt, le G7 est un chaud partisan des fameux plans d'ajustement structurel.

Le Fonds monétaire international (FMI) trouve là une nouvelle mission. C'est lui qui sera chargé de la perception de la dette. L'institution imposant aux pays endettés l'austérité budgétaire et l'ouverture aux marchés internationaux comme conditions pour l'octroi de nouveaux prêts.

Particulièrement dans le domaine de la crise de la dette, «les impulsions» données par le G7 ne sont pas restées sans suite. Car, après s'être séparés, les pays les plus puissants économiquement ont pu

¹ Site officiel du sommet d'Evian (www.g8.fr/evian)

compter sur le FMI et la Banque mondiale (Bm). Les deux institutions ne sont en effet nullement régies par le principe un pays, une voix mais ressemblent davantage à des entreprises, dans lesquelles le G7 est l'actionnaire majoritaire.

Les thèmes évoqués au sein du G7 ont dépassé les questions économiques, financières et monétaires. Avec les années quatre-vingt, les problèmes de sécurité vont occuper une place grandissante dans l'agenda pour ne plus la quitter.

CHANGEMENT SÉMANTIQUE

«Les contestations massives autour des derniers sommets ont porté à l'intérieur des forteresses où se réunissent les dirigeants du G8, quoiqu'ils en disent», juge Pape Diouf, chargé de cours à l'Institut universitaire des études du développement. Les thèmes articulés dans la rue – sur la pauvreté, la protection de l'environnement, la dette du tiers-monde – se retrouvent dans la bouche du G8.

Et dans ses actes? Le Fonds mondial pour la lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme (annoncé en grandes pompes à Gênes en 2001) est l'exemple même de ce que le militant d'Attac-Suisse Alessandro Pelizzari appelle une «réponse façade». Les contributions financières restant très en deçà des promesses.

L'arrivée de nouveaux pays à la table des huit ne convainc pas plus Alessandro Pelizzari. Jacques Chirac a en effet convié à Evian cinq pays du NEPAD (lire ci-dessous), soit l'Algérie, l'Afrique du Sud, l'Égypte, le Nigéria, et le Sénégal, ainsi que sept pays émergents (Arabie Saoudite, Brésil, Chine, Inde, Malaisie, Maroc, Mexique). Le voisin suisse participera à ce «G21», qui durera une journée. Les limites de cette démarche sont clairement fixées. «L'ouverture du G8 à d'autres pays de façon permanente n'est pas à l'ordre du jour», peut-on lire sur le site officiel du sommet d'Evian.

LE G8 AFFAIBLI?

«Que les sept pays les plus puissants économiquement, plus la Russie, se réunissent pour parler charité est difficile à croire», commente Jean Batou. De fait, les questions de sécurité (terrorisme, crise nord-coréenne...) et l'après-Saddam Hussein seront au cœur des débats au bord du Léman. Selon Jean Batou, «les contradictions entre les puissances du G8 n'ont jamais été aussi profondes». Malgré l'affaiblissement relatif du G8, l'historien se refuse de minimiser le poids cette institution «qui demeure un lieu de recherche de compromis sur les problèmes économiques, sociaux, environnementaux et de sécurité». «Ce qui n'est pas rien!» Un lieu d'où presque rien ne filtre et à l'écart duquel sont tenus les Parlements, ajoute Jean Batou. Une instance considérée par le mouvement altermondialiste comme illégitime.